

## Sécurité : Jean Castex annonce des mesures de "proximité" pour "faire cesser les violences du quotidien"



Le Premier ministre a notamment annoncé une forfaitisation des délits de stupéfiants, qui doit permettre aux forces de l'ordre de "verbaliser de la manière la plus simple l'auteur d'un délit".

Accompagné de Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, et d'Eric Dupond-Moretti, ministre de la Justice, le Premier ministre Jean Castex s'est rendu ce samedi à Nice, où il a annoncé des mesures de "proximité" pour "faire cesser les violences du quotidien". Après plusieurs épisodes de graves violences ces dernières semaines, le Premier ministre a annoncé des mesures visant à renforcer de l'action de "proximité" des forces de l'ordre, et notamment la création de 10.000 postes de police en cinq ans à l'échelon national. "Les ministres vont redéployer des moyens sur le terrain pour la justice de proximité et la police du quotidien", a-t-il dit, estimant que "la sécurité, c'est aussi et d'abord la proximité"

Principale mesure annoncée : la forfaitisation des délits de stupéfiants. Déjà testée à Reims ou Rennes, elle doit permettre d'aider les forces de l'ordre à "appliquer une sanction sans délai". Cette procédure, une amende forfaitaire de 200 euros (minorée à 150 euros si elle est réglée sous quinze jours, et majorée à 450 euros au-delà de 45 jours), s'applique à toutes les drogues mais vise particulièrement les usagers de cannabis.

Jean Castex a aussi annoncé la prochaine expérimentation, à Nice, d'une extension des compétences de la police municipale. "Nous allons engager (cette) expérimentation dans un cadre qui sera fixé par les ministres" Gérard Darmanin et Eric Dupond-Moretti, a-t-il dit.

Répondant à l'idée que "la justice a trop longtemps été délaissée", le Premier ministre a par aussi annoncé la création de 150 emplois supplémentaires fin 2020 pour "renforcer l'action pénale de proximité pour la répression de la délinquance du quotidien".

La veille, dans [un entretien accordé au Figaro](#), Gérard Darmanin déclarait vouloir stopper "l'ensauvagement d'une certaine partie de la société française".